

RAPPORT N° 00/6-67
du Conseil Municipal

OBJET

DOUBLEMENT ET REAMENAGEMENT
DU BOULEVARD VAUBAN

CRAC 1999

Par Délibération en séance du 1er août 1998, une Convention de Mandat d'études et de réalisation a été passée avec la SODIAC pour l'opération de doublement et de réaménagement du Boulevard Vauban, et pour les raccordements définitifs et provisoires au Sud et au Nord de ce nouvel ensemble de voies à sens unique.

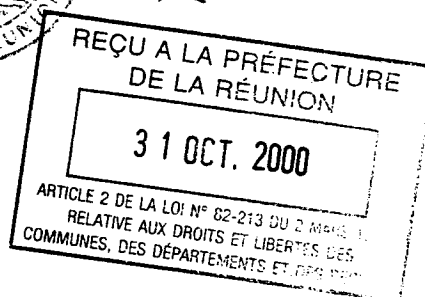
Par Délibération du 30 octobre 1998, un Avenant à la Convention de Mandat a porté l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à 20 249 000 F TTC.

Le Compte Rendu Annuel au Concédant (CRAC) établi au 31 décembre 1999 par le Mandataire SODIAC fait apparaître un montant de dépenses prévisionnel de 20 249 000 F TTC.

Je vous demande donc d'approuver le CRAC 1999 de l'opération, ayant valeur de bilan actualisé, faisant apparaître un coût total de l'ouvrage de 20 249 000 F TTC.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

LE MAIRE
Michel TAMAYA



**DELIBERATION N° 00/6-67
du Conseil Municipal
en séance du vendredi 20 octobre 2000**

OBJET

**DOUBLEMENT ET REAMENAGEMENT
DU BOULEVARD VAUBAN**

CRAC 1999

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code des Communes ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le RAPPORT N° 00/6-67 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur Alain ARMAND, 1er Adjoint, présenté au nom des Commissions Vie Quotidienne, et Entreprise Municipale/ Finances ;

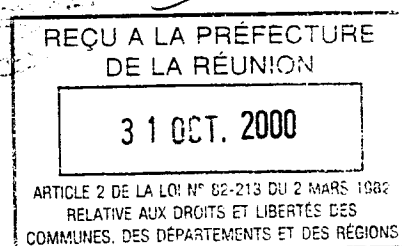
Sur l'avis favorable desdites Commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A LA MAJORITE (3 oppositions)**

Approuve le Compte Rendu Annuel au Concédant de l'opération de doublement et de réaménagement du Boulevard Vauban, établi au 31 décembre 1999 et présenté par le Mandataire SODIAC.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le 27 OCT. 2000

**LE MAIRE
Michel TAMAYA**



00/6-67



VILLE DE SAINT - DENIS

DOUBLEMENT DU BOULEVARD VAUBAN

ANNEXE AU RAPPORT N° 0016-67.



REÇU A LA PRÉFECTURE
DE LA RÉUNION
31 OCT. 2000
ARTICLE 2 DE LA LOI N° 82-213 DU 2 MARS 1982
RELATIVE AUX DROITS ET LIBERTÉS DES
COMMUNES, DES DÉPARTEMENTS ET DES RÉGIONS

COMPTE-RENDU

D'ACTIVITE

A LA COLLECTIVITE

EXERCICE 1999



SOCIETE DIONYSIENNE
D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION

50 Quai Ouest
BP 710
97473 SAINT-DENIS CEDEX

SOMMAIRE

1 - PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.1 – PRÉAMBULE	3
1.2 – LES ENJEUX ET LES OBJECTIFS	3
1.3 – LE PROGRAMME DE L'OPÉRATION	4
1.3.1 <i>Le projet d'infrastructure</i>	5
1.3.2 <i>La requalification des espaces publics</i>	5
1.3.3 <i>Les raccordements Sud et Nord à plus long terme</i>	5
1.4 – RAPPEL DES DONNÉES ADMINISTRATIVES DU MANDAT	6
1.5 – RAPPEL DES DONNÉES JURIDIQUES	6
1.6 – RAPPEL DES DONNÉES CONTRACTUELLES	7
2 – ETAT DES REALISATIONS AU 31/12/99	8
2.1 – LES ÉTUDES ET DÉMARCHES ADMINISTRATIVES	8
2.2 - LES ACQUISITIONS	8
3 – BILAN FINANCIER	9
3.1 – DÉPENSES (EXPRIMÉES EN KF TTC)	9
3.2 – RECETTES (EXPRIMÉES EN KF TTC)	10
3.3 – COMMENTAIRES SUR LE BILAN ACTUALISÉ	10
4 – TRESORERIE	11
5 – ANNEXE	11

CRAC 1999

DOUBLEMENT DU BOULEVARD VAUBAN

Le présent Compte Rendu d'Activité à la Collectivité concerne l'opération de doublement et de réaménagement du boulevard Vauban et les raccordements provisoires ou définitifs au Sud et au Nord de ce nouvel ensemble de voies à sens unique.

Il est établi conformément aux lois du 7 juillet 1983 et 8 février 1995 et en application de la convention de mandat.

Ce rapport vise à présenter à la Ville de Saint-Denis, Mandant, une description de l'avancement de l'opération en termes physiques et financiers, notamment afin de lui donner les moyens de suivre le déroulement de l'opération et lui permettre de décider, le cas échéant, des mesures à prendre pour maîtriser l'évolution de l'opération.

1 - PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1– Préambule

L'opération de réaménagement et de doublement du boulevard Vauban s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de déplacement sur la Ville de Saint-Denis.

En effet, les études du Plan de Déplacements Urbains réalisées en 1993 – 1994 avaient mis en évidence la nécessité de réaliser à court terme, le doublement du boulevard afin d'améliorer et de renforcer les liaisons Nord / Sud entre le front de mer et à terme le boulevard Sud.

Le 25 février 1995, le Conseil Municipal a très précisément défini les objectifs assignés à l'opération et notamment les aspects d'insertion urbaine à considérer en accompagnement du projet routier "classique".

Compte tenu de la complexité des études à mener, due à l'imbrication de thèmes d'études ressortant des champs de compétences très différents, le Conseil Municipal lors de cette même séance du 25/02/95 a autorisé le recours à la procédure du marché d'études de définitions concurrentes permettant de retenir un projet lauréat répondant le mieux à l'ensemble des contraintes et des objectifs fixés.

A l'issue de cette procédure et sur avis du jury de concours le Conseil Municipal du 06 octobre 1995 a décidé de retenir le groupement URVOY / BCEOM.

Au stade des études préalables et de la mise au point définitive du programme, la Commune a décidé de confier à la SODIAC un mandat en vue de procéder en son nom et pour son compte aux études techniques nécessaires et à la réalisation de l'opération.

1.2 – Les enjeux et les objectifs

Le périmètre d'études retenu dans le cadre de cette opération est délimité par :

- la route Digue et la rue Bois de Nèfles au Sud,
- le boulevard Vauban et les amorces des rues Monthyon et Général de Gaulle à l'Ouest,
- la partie occidentale du quartier de Champ-Fleuri à l'Est,
- le quartier du Butor au Nord.

A terme, avec la construction du boulevard Sud, la fonction de distribution des trafics vers l'hyper centre par l'axe Vauban va s'accroître.

Jusqu'à la livraison de la section "Cœur de Ville" du boulevard Sud, l'amélioration de cet axe permettra d'optimiser le fonctionnement de la rocade Sud constituée par les rues Bertin, Monthyon et de Gaulle qui continueront à supporter des trafics intenses.

La mise a sens unique des voies Marcel Pagnol et Vauban, la création d'un nouveau pont sur la ravine du Butor permettent d'augmenter la capacité des différents carrefours intéressés par le projet et d'améliorer la lisibilité du réseau et la fluidité du trafic.

En marge de ce projet routier, des objectifs d'insertion urbaine sont également recherchés :

- impact de l'opération au plan des nuisances phoniques,
- parti d'aménagement paysager soulignant l'axe de la ravine du Butor vers l'océan et la continuité paysagère avec le Parc Urbain,
- solutions actuelles et futures aux difficultés d'accès au quartier de Champ-Fleuri,
- opportunité de retraiter l'actuel boulevard Vauban pour une meilleure qualité de vie des riverains (logements, écoles, équipements),
- gestion de phases transitoires de raccordement de cette nouvelle voie et ses extrémités Nord et Sud, en attendant les grands projets du boulevard Sud et du Front du Mer.

1.3 – Le programme de l'opération

Les études de définition ont permis d'établir le programme des études à mener afin de répondre aux objectifs fixés et d'estimer pour chaque prestation identifiée :

- les buts et performances à atteindre,
- les techniques de base à utiliser,
- les moyens à mettre en œuvre en terme de compétences et de matériel,
- les niveaux de prix et leur mode de calcul,
- les délais de réalisation,
- ainsi que le phasage le plus adéquat pour l'exécution de ces prestations.

Le programme définitif de l'opération a été arrêté en tenant compte des évolutions du projet liées :

- à l'approfondissement des objectifs initiaux par l'étude de définition lauréate, puis par l'esquisse,
- aux informations recueillies auprès du public et des riverains pendant la période de concertation tenue en juillet et août 1997,
- aux évolutions des projets voisins interférant : boulevard Sud, TCSP, Front de Mer.

1.3.1 Le projet d'infrastructure

La première phase fonctionnelle correspond aux travaux nécessaires à la mise en service, au plus tard fin 99 (date de livraison de la section Gimart / Digue du Boulevard Sud) du plan de circulation avec mise à sens unique des deux boulevards de part et d'autre de la ravine du Butor :

- Création d'une voie nouvelle en rive droite de la ravine du Butor, comportant deux files en sens Sud → Nord, deux trottoirs et un couloir cyclable. Cette voie nouvelle, dans l'emprise réservée au POS, sera en partie créée sur l'actuelle rue Marcel Pagnol.
- Création d'un ouvrage d'art sur la ravine du Butor comportant deux files en sens Est → Ouest et deux trottoirs, dans l'axe de la rue Général de Gaulle.
- Création d'une voie de liaison entre ce nouveau pont et la rue de Gaulle, aux mêmes caractéristiques géométriques, et réaménagement du carrefour Butor / Vauban / De Gaulle.
- Réaménagement des carrefours :
 - * Vauban / Bois de Nèfles
 - * Digue / Lycée / Jean Cocteau.

Cette première phase préfigure des actions complémentaires permettant à terme :

- la prolongation de la voie nouvelle en rive droite jusqu'à son débouché sur l'axe du TCSP rue Léopold Rambaud,
- la requalification de l'axe Butor / De Gaulle mis à sens unique Nord → Sud dans le cadre du réaménagement du carrefour du Butor.

1.3.2 La requalification des espaces publics

L'opération comprend un important volet de réaménagement et de mise en valeur des espaces publics, afin de donner une image urbaine cohérente et une identité particulière aux deux secteurs situés de part et d'autre de la ravine du Butor :

- création de pistes et bandes cyclables,
- parvis de l'école Vauban 1,
- aménagements piétons et paysagers sur les berges de la ravine,
- prolongement du Mail de Champ-Fleuri au Sud du Théâtre, incluant des aires de stationnement,
- parvis du Théâtre.

1.3.3 Les raccordements Sud et Nord à plus long terme

Le raccordement définitif au Boulevard Sud est abouti au stade du projet. Les travaux du futur carrefour Boulevard Sud / Vauban devraient intervenir à partir du début 2000 pour une livraison courant 2001.

Le raccordement définitif au Front de Mer est une opération à plus long terme, puisqu'il n'est pas prévu dans le cadre du plan de circulation à court terme "Butor / UMAB". Le tracé de cette future liaison Vauban Est → RN2 ne sera arrêté qu'après élaboration des études préliminaires sur l'ensemble du Front de Mer.

1.4 – Rappel des données administratives du mandat

- Autorisation de confier une convention de mandat d'études et de réalisation à la SODIAC avec transfert du contrat de Maîtrise d'œuvre à la SODIAC (avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre) :

Conseil municipal du 01/08/97, délibération n°97/5.22

Reçue en Préfecture le 25/11/99

Date de notification : le 27/11/99

La réception des travaux est prévue au 3^{ème} trimestre 1999.

La convention de mandat expire au terme de la garantie de parfait achèvement, de la liquidation des marchés et de la reddition définitive des comptes.

- Approbation du programme de l'opération et du bilan financier prévisionnel :

Conseil municipal du 15/10/97, délibération n°97/7.03

- Approbation de l'avenant n°1 à la convention de mandat confié à la SODIAC

Conseil municipal du 30/10/98, délibération n°98/6.47

Reçue en Préfecture le 10/11/98

Date de notification : le 30/11/98

- Approbation du CRAC 1998

Conseil municipal du 14/12/99, délibération n°99/7.30

1.5 – Rappel des données juridiques

- Lancement de la Concertation Préalable

Conseil municipal du 06/10/95, délibération n° 95/5.30

- Approbation du bilan de la Concertation Préalable

Conseil municipal du 03/10/97, délibération n° 97/6.59

- Lancement de l'Enquête Publique valant enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique

Conseil municipal du 27/03/98, délibération n°98/2.20

- Arrêté d'ouverture d'enquête publique n°98.1461/DR1 en date du 26/06/98

- Arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n°98.2397/DR1 en date du 22/09/98
- Autorisation à la SODIAC de poursuivre la procédure d'expropriation
Conseil municipal du 30/10/98, délibération n°98/6.47
- Arrêté d'ouverture d'enquête parcellaire n°99.01513/DR1 en date du 28/06/99
L'enquête s'est déroulée du 01/09/99 au 30/09/99
- Arrêté de cessibilité n°99.3562/DR1 en date du 14/12/99
- Ordonnance d'expropriation n°99/00016 en date du 28/12/99

1.6 – Rappel des données contractuelles

- Autorisation de passer des marchés d'études de définition
Conseil municipal du 25/02/95, délibération n°95/1.36
- Autorisation de passer le marché de Maîtrise d'œuvre
Conseil municipal du 06/10/95, délibération n°95/5.39
- Approbation du dossier d'avant-projet
Conseil municipal du 27/03/98, délibération n°98/2.20
- Autorisation au mandataire SODIAC de signer le marché de Coordonnateur SPS avec SOCOTEC
Décision n°474/98 du 30/04/98
- Approbation du dossier Projet et autorisation au mandataire SODIAC de lancer l'appel d'offres et de signer les marchés
Conseil municipal du 31/07/98, délibération n°98/5.08
- Autorisation au mandataire SODIAC de signer l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre BCEOM / URVOY
Conseil municipal du 18/12/98, délibération n°98/7.36

2 – ETAT DES REALISATIONS AU 31/12/99

2.1 – Les études et démarches administratives

Les études techniques conduites par l'équipe de maîtrise d'œuvre étaient totalement abouties fin 1998.

L'approbation du dossier de consultation des entreprises a permis d'engager l'AAPC le 21/09/98.

A l'issue de cette procédure, la commission d'appel d'offres a décidé d'attribuer le marché de travaux à l'entreprise GTOI. Celui ci se décompose en une tranche ferme et cinq tranches conditionnelles.

L'année 1999 a vu également la poursuite des procédures administratives et judiciaires liées à la libération des parcelles situées dans l'emprises du projet.

2.2 - Les acquisitions

Sur l'ensemble des unités foncières concernées, un accord amiable a été conclu avec la SIDR.

Pour les autres propriétaires privés, la procédure judiciaire a été engagée (cf 1.4 ci avant).

La procédure d'acquisition par voie d'expropriation devrait aboutir courant 2000.

2.3 – Les travaux

L'ordre de service de démarrage des travaux de la tranche ferme a été délivré à l'entreprise avec effet à la date du 08/02/99.

Les tranches conditionnelles n°1 à 4 ont été engagées par ordre de service avec effet à la date du 29/03/99.

Pour mémoire, la tranche conditionnelle n°5 relative à l'aménagement d'une zone de stationnement provisoire a fait l'objet d'une intervention en régie municipale.

Le délai global de réalisation incluant la tranche ferme et les 4 tranches conditionnelles est arrêté à 12 mois.

Le planning correspondant intègre un jalon au 31/08/99 permettant l'ouverture à la circulation de la nouvelle infrastructure en rive droite et l'ouvrage d'art de franchissement de la ravine du Butor, dans le cadre d'un planning coordonné avec les services de la DDE (ouverture prévue de la section Gimart / Digue du boulevard Sud).

Le respect de cette date de livraison intermédiaire sur le boulevard Vauban a notamment permis d'assurer une meilleure distribution des flux entrant en centre ville à l'occasion de la rentrée scolaire.

3 – BILAN FINANCIER

Le bilan au 31 décembre 1999 est établi sur la base de l'avancement physique décrit ci-avant et tient compte des dépenses et recettes comptabilisées à cette date.

3.1 – Dépenses (exprimées en KF TTC)

RUBRIQUES	Bilan du mandat approuvé par DCM du 14/12/99 (CRAC 98)	Réalisé au 31/12/99	Bilan actualisé révisé au 31/12/99	Reste à réaliser
Etudes techniques conception				
- étude SPS	13	13	13	0
- étude acoustique	91	91	91	0
Maîtrise d'œuvre				
- phase conception	793	747	793	46
- phase réalisation	697	507	697	190
Etudes techniques réalisation				
- étude SPS	63	34	63	29
- essais et contrôle des ouvrages	19		19	19
Marché de travaux				
- marché de base	16 740	16 226	16 740	514
- divers	333	119	318	199
Autres travaux				
- déplacement poste HTA/BT	365	365	365	0
Frais divers				
- publication, tirages, reportages,,,	66	63	66	3
- campagne de communication	79	79	79	0
Honoraires Mandataire				
- phase conception	219	219	219	0
- phase réalisation (3,2% HT/TTC)	643	609	643	34
- clôture d'opération	40		40	40
- procédure d'acquisition foncière	88		88	88
Frais financiers	0	15	15	0
TOTAUX	20 249	19 087	20 249	1 162

3.2 – Recettes (exprimées en KF TTC)

Au 31/12/99 le bilan détaillé des recettes du mandat s'établit comme suit :

RUBRIQUES	Bilan du mandat approuvé par DCM du 30/10/98	Réalisé au 31/12/99	Bilan actualisé révisé au 31/12/99	Reste à réaliser
- Remboursement des dépenses par la Ville de Saint-Denis	20 249	19 064	20 237	1 173
- Produits financiers		9	9	0
- Produits divers (encaissement chèques AO)		3	3	0
TOTAUX	20 249	19 076	20 249	1 173

3.3 – Commentaires sur le bilan actualisé

L'avenant à la convention de Mandat signé le 09/11/98 fixait une enveloppe financière prévisionnelle HT de 18.492 KF, soit **20.249 KF TTC**.

L'actualisation du bilan d'opération au 31/12/99 s'inscrit dans le respect de cet objectif.

Le solde de la provision pour « imprévus » devrait par ailleurs permettre de procéder à quelques travaux d'aménagements complémentaires, en particulier la mise en œuvre de mobiliers urbains anti-franchissement.

Le programme de ces travaux complémentaires sera arrêté en concertation avec les différents services de la Ville gestionnaires des espaces publics.

4 – TRESORERIE

Au 31 décembre 1999, la trésorerie de l'opération est équilibrée.

5 – ANNEXE

Etat comptable récapitulatif des dépenses et des recettes.

Opération 111 MANDAT DU BOULEVARD VAUBAN

Heure : 15:55

Date : 25/09/00

DEPENSES CUMULEES REALISEES AU 31/12/99

Date Ar	Mois R	Néro Chr	N° autr	Nom Fournisseurs	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
15/07/99	12/97		103504	BCEOM	AC 01	140.00 F	13.30 F	153.30 F
31/03/98	03/98		98515	BCEOM	AC 02	158 684.57 F	15 075.03 F	173 759.60 F
31/03/98	03/98		98515	BCEOM	AC 02	0.00 F	0.00 F	0.00 F
06/08/98	07/98		99327	BCEOM	AC 03	234 288.24 F	22 257.38 F	256 545.62 F
06/08/98	07/98		99327	BCEOM	AC 03	0.00 F	0.00 F	0.00 F
06/01/99	11/98		100621	BCEOM	AC 04	0.00 F	0.00 F	0.00 F
06/01/99	11/98		100621	BCEOM	AC 04	82 831.20 F	7 868.96 F	90 700.16 F
03/06/99	05/99	13974	103505	BCEOM	AC 06	57 185.87 F	5 432.66 F	62 618.53 F
03/09/99	08/99	14879	103940	BCEOM	AC 07	-41 416.20 F	-3 934.54 F	-45 350.74 F
27/05/98	04/98		98731	BETURE CONSEIL	AC 01	83 000.00 F	7 885.00 F	90 885.00 F
23/07/99	01/98		103506	CABINET URVOY	AC 01	2 594.95 F	246.52 F	2 841.47 F
06/08/98	07/98		99851	CABINET URVOY	AC 02	0.00 F	0.00 F	0.00 F
06/08/98	07/98		99851	CABINET URVOY	AC 02	79 975.13 F	7 597.64 F	87 572.77 F
03/05/99	04/99	13648	102068	CABINET URVOY	AC 03	135 131.56 F	12 837.50 F	147 969.06 F
23/07/99	05/99	13975	103507	CABINET URVOY	AC 04	-34 916.20 F	-3 317.04 F	-38 233.24 F
31/03/98	03/98		98516	DEEP MR FRANTZ LIMIER	AC 02	8 500.00 F	807.50 F	9 307.50 F
30/06/98	06/98		99126	SOCOTEC	AC 01	6 000.00 F	570.00 F	6 570.00 F
11/09/98	08/98		99561	SOCOTEC	AC 02	5 500.00 F	522.50 F	6 022.50 F
LB 5100 ETUDE PREOPERATIONNELLE						777 499,12 F	73 862,41 F	851 361,53 F
PRD 1 ETUDE PREOPERATIONNELLE						777 499,12 F	73 862,41 F	851 361,53 F
01/07/99	05/99	14218	103458	BABICH WELBOND REUNIC	AC 03	39 707,78 F	3 772,24 F	43 480,02 F
19/07/99	06/99	14351	103469	BABICH WELBOND REUNIC	AC 04	166 850,40 F	15 850,79 F	182 701,19 F
01/09/99	07/99	14838	103938	BABICH WELBOND REUNIC	AC 05	30 865,50 F	2 932,22 F	33 797,72 F
06/04/99	03/99	13385	101926	BMCT	AC 01	182 652,00 F	17 351,94 F	200 003,94 F
11/05/99	04/99	13749	102568	BMCT	AC 02	28 430,40 F	2 700,89 F	31 131,29 F
01/07/99	05/99	14218	103457	BMCT	AC 03	112 825,80 F	10 718,45 F	123 544,25 F
19/07/99	06/99	14351	103468	BMCT	AC 04	62 547,05 F	5 941,97 F	68 489,02 F
01/09/99	07/99	14838	103937	BMCT	AC 05	74 731,74 F	7 099,52 F	81 831,26 F
04/10/99	08/99	15167	104210	BMCT	AC 06	34 520,16 F	3 279,41 F	37 799,57 F
19/07/99	06/99	14351	103465	ECLA	AC 04	160 759,00 F	15 272,11 F	176 031,11 F
01/09/99	07/99	14838	103934	ECLA	AC 05	140 239,00 F	13 322,71 F	153 561,71 F
04/10/99	08/99	15167	104208	ECLA	AC 06	92 670,33 F	8 803,68 F	101 474,01 F
02/11/99	09/99	15433	104418	ECLA	AC 07	92 670,41 F	8 803,69 F	101 474,10 F
18/11/99	10/99	15595	104548	ECLA	AC 08	174 040,00 F	16 533,80 F	190 573,80 F
03/12/99	11/99	15755	104771	ECLA	AC 09	87 638,16 F	8 325,63 F	95 963,79 F
31/12/99	12/99	16250	105242	ECLA	AC 10	256 549,22 F	24 372,18 F	280 921,40 F
01/07/99	05/99	14218	103456	FORINTECH	AC 03	622 852,68 F	59 171,00 F	682 023,68 F
19/07/99	06/99	14351	103467	FORINTECH	AC 04	136 397,32 F	12 957,75 F	149 355,07 F
31/12/99	12/99	16250	105245	FORINTECH	AC 10	59 249,10 F	5 628,66 F	64 877,76 F
06/04/99	03/99	13385	101925	GTOI	AC 01	839 801,75 F	79 781,17 F	919 582,92 F
06/04/99	03/99	13385	101927	GTOI	AC 01	53 813,36 F	5 112,27 F	58 925,63 F
11/05/99	04/99	13749	102567	GTOI	AC 02	58 105,65 F	5 520,04 F	63 625,69 F
11/05/99	04/99	13749	102566	GTOI	AC 02	1 075 577,13 F	102 179,83 F	1 177 756,96 F
01/07/99	05/99	14218	103455	GTOI	AC 03	949 728,05 F	90 224,16 F	1 039 952,21 F
19/07/99	06/99	14351	103464	GTOI	AC 04	2 133 347,67 F	202 668,01 F	2 336 015,68 F

Date Ar	Mois R	Néro Chr	N° aut	Nom Fournisseurs	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
01/09/99	07 / 99	14838	103933	GTOI	AC 05	1 833 016,27 F	174 136,54 F	2 007 152,81 F
04/10/99	08 / 99	15167	104207	GTOI	AC 06	1 535 723,45 F	145 893,73 F	1 681 617,18 F
02/11/99	09 / 99	15433	104417	GTOI	AC 07	626 845,82 F	59 550,35 F	686 396,17 F
18/11/99	10 / 99	15595	104547	GTOI	AC 08	790 939,99 F	75 139,29 F	866 079,28 F
03/12/99	11 / 99	15755	104770	GTOI	AC 09	647 777,56 F	61 538,86 F	709 316,42 F
31/12/99	12 / 99	16250	105241	GTOI	AC 10	277 016,30 F	26 316,55 F	303 332,85 F
19/07/99	06 / 99	14351	103466	IRRIG MATIC	AC 04	56 829,00 F	5 398,76 F	62 227,76 F
01/09/99	07 / 99	14838	103936	IRRIG MATIC	AC 05	85 143,75 F	8 088,66 F	93 232,41 F
03/12/99	11 / 99	15755	104773	IRRIG MATIC	AC 09	66 327,10 F	6 301,07 F	72 628,17 F
31/12/99	12 / 99	16250	105244	IRRIG MATIC	AC 10	19 712,50 F	1 872,69 F	21 585,19 F
01/09/99	07 / 99	14838	103935	SPIE REUNION	AC 05	97 390,47 F	9 252,09 F	106 642,56 F
04/10/99	08 / 99	15167	104209	SPIE REUNION	AC 06	349 645,33 F	33 216,31 F	382 861,64 F
02/11/99	09 / 99	15433	104419	SPIE REUNION	AC 07	50 472,84 F	4 794,92 F	55 267,76 F
18/11/99	10 / 99	15595	104549	SPIE REUNION	AC 08	105 759,00 F	10 047,11 F	115 806,11 F
03/12/99	11 / 99	15755	104772	SPIE REUNION	AC 09	34 634,16 F	3 290,25 F	37 924,41 F
31/12/99	12 / 99	16250	105243	SPIE REUNION	AC 10	144 848,26 F	13 760,58 F	158 608,84 F
19/07/99	06 / 99	14351	103470	VSL France	AC 04	140 000,00 F	13 300,00 F	153 300,00 F
01/09/99	07 / 99	14838	103939	VSL France	AC 05	290 000,00 F	27 550,00 F	317 550,00 F
LB 5442 TRAVAUX VRD PRIMAIRES						14 818 651,49 F	1 407 771,85 F	16 226 423,34 F
PRD 4 TRAVAUX VRD PRIMAIRES						14 818 651,49 F	1 407 771,85 F	16 226 423,34 F
03/02/99	02 / 99	14485	101578	EDF	FA / CDE 99037	332 993,51 F	31 634,40 F	364 627,91 F
03/02/99	02 / 99	14485	101578	EDF	FA / CDE 99037	0,00 F	0,00 F	0,00 F
LB 5410 TRAVAUX DIVERS						332 993,51 F	31 634,40 F	364 627,91 F
PRD 7 TRAVAUX DIVERS						332 993,51 F	31 634,40 F	364 627,91 F
03/05/99	04 / 99		102066	BCEOM	AC 05	100 771,89 F	9 573,33 F	110 345,22 F
03/06/99	05 / 99	13974	103505	BCEOM	AC 06	34 748,44 F	3 301,10 F	38 049,54 F
03/09/99	08 / 99	14879	103940	BCEOM	AC 07	117 146,91 F	11 128,96 F	128 275,87 F
03/12/99	11 / 99	15756	104774	BCEOM	AC 08	112 115,10 F	10 650,93 F	122 766,03 F
23/07/99	05 / 99	13975	103507	CABINET URVOY	AC 04	65 257,67 F	6 199,48 F	71 457,15 F
03/05/99	04 / 99	13547	102067	DEEP MR FRANTZ LIMIER	AC 05	15 809,22 F	1 501,88 F	17 311,10 F
03/12/99	11 / 99	15756	104775	DEEP MR FRANTZ LIMIER	AC 08	16 992,17 F	1 614,26 F	18 606,43 F
LB 5500 MAITRISE D'OEUVRE						462 841,40 F	43 969,94 F	506 811,34 F
02/04/99	03 / 99	13376	101940	SOCOTEC	AC 03	3 790,14 F	360,06 F	4 150,20 F
16/04/99	04 / 99	13502	101941	SOCOTEC	AC 04	3 790,15 F	360,06 F	4 150,21 F
21/05/99	05 / 99	13823	102592	SOCOTEC	AC 05	3 790,14 F	360,06 F	4 150,20 F
17/06/99	06 / 99	14095	103160	SOCOTEC	AC 06	3 790,14 F	360,06 F	4 150,20 F
01/07/99	07 / 99	14217	103407	SOCOTEC	AC 07	3 790,15 F	360,06 F	4 150,21 F
15/07/99	08 / 99	14333	103691	SOCOTEC	AC 08	3 790,14 F	360,06 F	4 150,20 F
21/09/99	09 / 99	15069	104109	SOCOTEC	AC 09	1 892,80 F	179,82 F	2 072,62 F
25/10/99	10 / 99	15365	104410	SOCOTEC	AC 10	2 052,04 F	194,94 F	2 246,98 F
22/11/99	11 / 99	15622	104734	SOCOTEC	AC 11	2 224,95 F	211,37 F	2 436,32 F
21/12/99	12 / 99	15936	105142	SOCOTEC	AC 12	2 406,94 F	228,66 F	2 635,60 F
LB 5506 COORDINATION / SECURITE - SANTE						31 317,57 F	2 975,17 F	34 292,74 F
PRD 8 ETUDES, HONORAIRES, B.E.T.						494 158,97 F	46 945,11 F	541 104,08 F
05/08/99	08 / 99	14526	103627	ASSOCIATION REUNION E	FA 18 / CDE 99291	1 000,00 F	95,00 F	1 095,00 F
31/12/97	12 / 97		101694	ATELIER PUYLAURENT	FA 9441	2 100,00 F	199,50 F	2 299,50 F
04/08/98	08 / 98	11529	99407	ATELIER PUYLAURENT		6 130,00 F	582,35 F	6 712,35 F

Date Ar	Mois R	Néro Chr	N° aut	Nom Fournisseurs	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
05/03/99	03 / 99	13112	101217	BCEOM		30 500,00 F	2 897,50 F	33 397,50 F
17/12/99	12 / 99	15924	104907	C.E.R.M.	FA CE99286 / CDE 99251	3 500,00 F	332,50 F	3 832,50 F
17/12/99	12 / 99	15923	104906	C.E.R.M.	FA CE99285 / CDE 99201	13 955,00 F	1 325,73 F	15 280,73 F
21/10/99	10 / 99		105356	CGE	CDE 99426	25 197,24 F	2 393,74 F	27 590,98 F
31/07/98	08 / 98		99613	DEBUISEY JP	FRAIS 06-07/98	599,96 F	0,00 F	599,96 F
30/08/99	07 / 99	14820	103611	EDF	CDE 99295	35 410,00 F	3 363,95 F	38 773,95 F
30/08/99	07 / 99	14820	103611	EDF	CDE 99295	0,00 F	0,00 F	0,00 F
23/10/98	10 / 98	12087	99969	JOURNAL OFFICIEL		755,20 F	0,00 F	755,20 F
12/10/98	10 / 98	12000	99932	JOURNAL OFFICIEL		1 227,20 F	0,00 F	1 227,20 F
09/11/98	11 / 98	12217	100121	JOURNAL OFFICIEL		802,40 F	0,00 F	802,40 F
14/04/99	04 / 99	13462	101673	JOURNAL OFFICIEL		816,00 F	0,00 F	816,00 F
22/03/99	03 / 99	13256	101310	LAROCHE JOUBERT JOEL		10 500,00 F	998,00 F	11 498,00 F
21/07/99	05 / 99	14388	103450	LAROCHE JOUBERT JOEL	FA 251/07 DU 09/07/99	4 000,00 F	380,00 F	4 380,00 F
10/09/99	09 / 99	14945	103984	LAROCHE JOUBERT JOEL	FA 258/09 / CDE 99358	3 700,00 F	351,50 F	4 051,50 F
31/12/97	12 / 97		101698	LE JIR	FA 158649	1 140,10 F	108,31 F	1 248,41 F
31/12/97	12 / 97		101695	LE JIR	FA 15617 Z	254,21 F	24,15 F	278,36 F
31/12/97	12 / 97		101697	LE JIR	FA 158648	1 227,80 F	116,64 F	1 344,44 F
06/03/98	03 / 98	10501	98398	LE JIR		301,92 F	28,68 F	330,60 F
24/07/98	07 / 98	11465	99283	LE JIR		506,61 F	48,13 F	554,74 F
07/07/98	07 / 98	11343	99214	LE JIR		410,64 F	39,01 F	449,65 F
28/09/98	09 / 98	11907	99758	LE JIR		1 243,20 F	118,10 F	1 361,30 F
30/10/98	10 / 98	12134	99983	LE JIR		390,72 F	37,12 F	427,84 F
12/10/98	10 / 98	12002	99934	LE JIR		319,68 F	30,37 F	350,05 F
05/02/99	02 / 99	12863	100989	LE JIR		656,00 F	62,32 F	718,32 F
07/09/99	08 / 99	14921	103944	LE JIR	FA 686 / CDE 99357	6 240,00 F	592,80 F	6 832,80 F
31/12/97	12 / 97		101700	LE QUOTIDIEN	FA PA / 85407	1 262,88 F	119,97 F	1 382,85 F
31/12/97	12 / 97		101696	LE QUOTIDIEN	FA PA / 80923	237,40 F	22,55 F	259,95 F
31/12/97	12 / 97		101699	LE QUOTIDIEN	FA PA / 85405	1 245,33 F	118,31 F	1 363,64 F
24/03/98	03 / 98	10606	98471	LE QUOTIDIEN		444,00 F	42,18 F	486,18 F
27/07/98	07 / 98	11471	99288	LE QUOTIDIEN		4 590,00 F	436,05 F	5 026,05 F
03/08/98	08 / 98	11510	99399	LE QUOTIDIEN		3 690,00 F	350,55 F	4 040,55 F
16/10/98	10 / 98	12036	99949	LE QUOTIDIEN		976,80 F	92,79 F	1 069,59 F
02/11/98	11 / 98	12168	100098	LE QUOTIDIEN		444,00 F	42,18 F	486,18 F
01/12/98	12 / 98	12343	100496	LE QUOTIDIEN		444,00 F	42,18 F	486,18 F
01/03/99	03 / 99	13078	101198	LE QUOTIDIEN		922,50 F	87,63 F	1 010,13 F
11/08/99	08 / 99	14625	103680	LE QUOTIDIEN	FA PA / 5720	474,98 F	45,12 F	520,10 F
09/09/99	09 / 99	14925	103964	LE QUOTIDIEN	FA PUB / 78602 / CDE 99360	7 800,00 F	741,00 F	8 541,00 F
30/09/99	09 / 99	15119	104142	LE QUOTIDIEN	FA PA/7836	607,97 F	57,76 F	665,73 F
31/12/97	12 / 97		101701	MONITEUR	FA 974845	3 595,50 F	341,57 F	3 937,07 F
19/03/99	03 / 99	13252	101306	NID		20 205,00 F	1 919,48 F	22 124,48 F
03/09/99	09 / 99	14872	103917	NID	FA 080349 / CDE 99342	3 040,00 F	288,80 F	3 328,80 F
08/04/98	04 / 98	10720	98623	OMICRONE		330,00 F	31,35 F	361,35 F
06/05/98	05 / 98	10898	98815	OMICRONE		363,00 F	34,49 F	397,49 F
11/06/98	06 / 98	11114	99044	OMICRONE		2 024,62 F	192,34 F	2 216,96 F
07/07/98	07 / 98	11346	99217	OMICRONE		2 766,45 F	262,81 F	3 029,26 F
20/08/98	08 / 98	11549	99491	OMICRONE		22,10 F	2,10 F	24,20 F
22/09/98	09 / 98	11874	99739	OMICRONE		110,00 F	10,45 F	120,45 F
12/10/98	10 / 98	11997	99929	OMICRONE		22,00 F	2,09 F	24,09 F
10/02/99	02 / 99	12910	101054	OMICRONE		126,00 F	11,97 F	137,97 F

Date Ar	Mois R	Néro Chr	N° aut	Nom Fournisseurs	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
06/12/99	12 / 99	15822	104800	PREFECTURE	INDEMNISATION D'UN COMMISS	1 755,20 F	0,00 F	1 755,20 F
22/12/98	12 / 98	12530	100588	PROJECT		8 853,84 F	841,11 F	9 694,95 F
02/04/99	04 / 99	13370	101510	PROJECT		48,00 F	4,56 F	52,56 F
17/05/99	05 / 99	13791	102094	PROJECT		64,00 F	6,08 F	70,08 F
06/08/99	08 / 99	14565	103652	PROJECT	FA 9914997	1 144,16 F	108,70 F	1 252,86 F
22/03/99	03 / 99	13267	101315	SCANNER IMPRIMERIE		3 893,80 F	369,91 F	4 263,71 F
02/04/99	04 / 99	13375	101514	SCANNER IMPRIMERIE		3 504,42 F	332,92 F	3 837,34 F
05/08/99	08 / 99	14530	103630	SCANNER IMPRIMERIE	FA 10322 / CDE 99280	3 982,00 F	378,29 F	4 360,29 F
21/07/98	07 / 98	11447	99272	SCP ROSAIRE		1 403,59 F	127,64 F	1 531,23 F
16/09/99	09 / 99	15031	104008	TEMOIGNAGES	CDE 99359	4 020,00 F	381,90 F	4 401,90 F
19/03/99	03 / 99		101644	TRESOR PUBLIC	DDE EXTRAIT	1 275,00 F	0,00 F	1 275,00 F
09/09/99	09 / 99	OD	104430	TRESOR PUBLIC	FRAIS PROMESSE SIDR	576,00 F	0,00 F	576,00 F
LB 5520 FRAIS DIVERS REMUNERABLES						239 148,43 F	21 972,22 F	261 120,65 F
PRD 10 AUTRES DEPENSES REMUNERABLES						239 148,43 F	21 972,22 F	261 120,65 F
31/12/98	12 / 98		101692	SODIAC	PD FINANCIERS 98	-8 839,04 F	0,00 F	-8 839,04 F
31/12/99	12 / 99		104170	SODIAC	FRAIS FI AU 31/12/99	15 248,95 F	0,00 F	15 248,95 F
LB 5561 FRAIS FINANCIERS CT						6 409,91 F	0,00 F	6 409,91 F
PRD 13 FRAIS FINANCIERS CT						6 409,91 F	0,00 F	6 409,91 F
27/05/99	05 / 99	HG 03/111	103260	SODIAC		6 517,68 F	619,18 F	7 136,86 F
11/05/99	05 / 99	FA 02/111/	102549	SODIAC		70 226,44 F	6 671,51 F	76 897,95 F
21/06/99	06 / 99	04/111/054	103341	SODIAC	HG 04/111/054	38 819,48 F	3 687,85 F	42 507,33 F
20/09/99	09 / 99	05/111/074	104062	SODIAC	HG 05 / 111 / 074	240 926,53 F	22 888,02 F	263 814,55 F
21/10/99	10 / 99	06/111/100	104469	SODIAC	HG 06/111/100	70 748,57 F	6 721,11 F	77 469,68 F
09/11/99	11 / 99	07/111/112	104472	SODIAC	HG 07/111/112	29 745,44 F	2 825,82 F	32 571,26 F
25/11/99	11 / 99	08/111/118	104816	SODIAC	HG 08 / 111 / 118	37 518,69 F	3 564,28 F	41 082,97 F
31/12/99	12 / 99	11/111/160	105650	SODIAC	HG 11/111/160	27 421,34 F	2 605,03 F	30 026,37 F
07/12/99	12 / 99	09/111/137	104812	SODIAC	HG 09 / 111 / 137	33 908,53 F	3 221,31 F	37 129,84 F
31/12/99	12 / 99	10/111/155	105206	SODIAC	HG 10/111/155	752,13 F	71,45 F	823,58 F
LB 5620 HONORAIRES DE GESTION PROP/DEPEN						556 584,83 F	52 875,56 F	609 460,39 F
PRD 21 HONORAIRES DE GESTION PROP / DEPENSE						556 584,83 F	52 875,56 F	609 460,39 F
03/12/98	12 / 98	01/111/73	100851	SODIAC	FA HGF 01 / 111 / 073	200 000,00 F	19 000,00 F	219 000,00 F
LB 5622 HONORAIRES DE GESTION FORFAITAIR						200 000,00 F	19 000,00 F	219 000,00 F
PRD 23 HONORAIRES DE GESTION FORFAITAIRES						200 000,00 F	19 000,00 F	219 000,00 F
TOTAL OPERATION						17 425 446,26 F	1 654 061,55 F	19 079 507,81 F